

## PROFIL POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU COSTA RICA

Le Costa Rica, qui a obtenu son indépendance de l'Espagne en 1821, a une population de 2,7 millions d'habitants, principalement d'ascendance européenne et métisse. San José, la capitale, compte plus de 750 000 habitants, et près de la moitié de la population du pays vit dans les zones urbaines. Le Costa Rica est un pays neutre qui ne possède pas d'armée permanente.

### Situation politique

Le Costa Rica a une solide tradition démocratique. Les premières élections libres y ont eu lieu en 1889 et, à l'exception de deux courtes périodes (1917-1919 et 1948-1949), le pays est resté très attaché à la démocratie, les partis politiques alternant régulièrement au pouvoir. Les dernières élections, tenues en février 1986, se sont déroulées de façon ouverte et loyale, M. Oscar Arias Sanchez, du Parti de la libération nationale (modéré de centre gauche) l'emportant avec 52 % des suffrages. M. Arias a entamé son mandat de quatre ans à la présidence le 8 mai 1986.

Au début des années 80, les troubles politiques survenant dans d'autres pays de l'Amérique centrale se sont répercutés sur le Costa Rica, interrompant ainsi une longue période de tranquillité au plan intérieur. Il y a actuellement au Costa Rica environ 220 000 réfugiés nicaraguayens et salvadoriens qui représentent un fardeau considérable pour les services sociaux du pays. La proximité des zones de conflits et l'arrivée massive de réfugiés rappellent à quel point la stabilité et la neutralité du Costa Rica restent fragiles.

Devant les conflits qui secouent la région, le Président Arias a réagi en assumant un rôle de premier plan dans le processus de paix. Tout en dénonçant le rôle déstabilisateur que joue le Nicaragua dans cette région, il s'est également prononcé de façon constante contre l'appui des États-Unis aux contras. Son plan de paix, pour lequel il a reçu le prix Nobel de la paix en 1987, a abouti à la conclusion de l'Accord Esquipulas II en 1987; cet accord prévoyait d'établir les conditions de futures négociations de paix pour la région, en obtenant l'assentiment de toutes les parties directement concernées. Ces conditions furent de nouveau acceptées lors du Sommet des présidents d'Amérique centrale, tenu en février 1989.